



Arxiu històric FUNDACIÓ JAUME BOFILL

# La société catalane et le fait social européen

Jordi Porta

FEBRER 1986

FUNDACIÓ  
*Fundació*  
JAUME  
*Jaume*  
BOFILL  
*Bofill*

LA SOCIÉTÉ CATALANE ET LE FAIT SOCIAL EUROPEEN

Je dois avouer, en tout premier lieu, que le titre de cette conférence m'a posé quelques problèmes. Il n'est pas facile, en effet, de parler de la société catalane et du fait social européen sans évoquer aucun des sujets qui seront traités par les autres conférenciers -la culture catalane, la démographie catalane, la tradition juridique catalane, l'économie ou la science catalanes. Il m'a semblé, toutefois, que ce que les organisateurs de ce cycle de conférences et vous-mêmes, les auditeurs, attendez de moi, c'est une introduction générale, une synthèse pas trop simplifiée -du moins je l'espère- de ce qu'est la société catalane actuelle, en tant que fruit de son passé, surtout de son passé immédiat, et en tant qu'aspiration pour l'avenir.

Une autre difficulté que présente le titre de la conférence est la référence à un "fait social européen". Même en admettant qu'il existe un fait social européen suffisamment homogène pour qu'on puisse en parler globalement, il va sans dire que je ne me sens pas compétent pour en fournir une définition. Je voudrais donc essayer plutôt de décrire certains traits de la société catalane actuelle en rapport avec le context global de l'Espagne et en rapport aussi avec l'intégration institutionnelle de la Catalogne à l'Europe qui a eu lieu le 1er janvier 1986. J'ai dit "intégration institutionnelle" et je tiens à souligner ce point, car à d'autres points de vue -en termes culturels, politiques et économiques- la Catalogne faisait déjà partie de l'Europe depuis bien des années.

C'est peut-être ce fait, précisément, qui justifie le titre de la conférence et qui m'amène à faire une autre observation qui me semble importante. La Catalogne et l'Europe possèdent toutes les deux, à l'heure actuelle, des institutions qui permettent de les considérer comme des réalités et pas seulement comme des idéaux collectifs abstraits. Toutes les deux, en même temps, cherchent à perfectionner et à renforcer ces institutions dans le but de mieux affirmer leur identité et leur présence sur la scène internationale. Elles s'efforcent en définitive, à faire bénéficier l'humanité tout entière d'un héritage culturel accumulé au cours d'une longue histoire. Et soyez sûrs qu'en faisant cette comparaison je suis pleinement conscient du grand écart qui sépare les deux réalités sociales et historiques en

question, à la fois en termes de volume, d'importance et de complexité interne.

Je voudrais aussi préciser dès le début qu'en parlant de la Catalogne je m'occuperai fondamentalement du territoire qui relève du gouvernement autonome catalan -la Generalitat- sans référence à la partie de la Catalogne qui appartient actuellement à la France.

En guise d'introduction à la réalité catalane, je voudrais vous proposer une promenade dans Barcelone. Au cours de cette promenade vous découvrirez trois zones de la capitale catalane qui présentent la forme de trois demi-cercles concentriques. Chacune de ces zones est le reflet d'une des étapes les plus importantes de l'histoire de la Catalogne et permet de mieux comprendre nos structures sociales actuelles. Si vous avez un jour l'occasion de visiter Barcelone, vous reconnaîtrez facilement, à l'aire des différents styles architecturaux, ces trois demicercles qui forment la ville.

Le premier correspond à la ville médiévale, surnommée le "quartier gothique", qui est l'incarnation de l'époque florissante de la couronne de Catalogne et d'Aragon pendant laquelle la Catalogne, y compris le Roussillon, partageait avec les Iles Baléares, le Pays Valencien et l'Aragon un destin commun sous la souveraineté des comtes de Barcelone. La vieille ville représente la culmination du processus de création du peuple catalan, né de la résistance à la domination arabe, qui conserva pendant plusieurs siècles ses liens avec l'empire carolingien avant de se transformer en pays indépendant, orienté vers les relations méditerranéennes.

Pour atteindre la deuxième zone demi-circulaire de Barcelone -très facile à identifier, elle aussi- je me vois obligé de faire un saut de plusieurs siècles. On appelle ce quartier l'Eixample -mot que signifie "agrandissement"- et il fut construit au XIX<sup>e</sup> siècle et pendant le premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle, période qui correspond à la première étape de l'industrialisation de la Catalogne et à une renaissance littéraire et artistique liée au romantisme européen. La Barcelone de l'Eixample est celle du style modernista -le modern style catalan- et de l'école noucentista qui lui succéda. En elle se manifeste la vitalité économique, culturelle et politique de la bourgeoisie catalane, celle même vitalité qui créa les conditions nécessaires au développement d'un puissant mouvement ouvrier. Le tracé en damier des rues de l'Eixample, conçu par Ildefons Cerdà, et les oeuvres d'architectes aussi célèbres que Gaudí, Domènech i Montaner et Puig i Cadafalch, sont les réalisations les plus visibles de cette époque.

Si en poursuivant votre promenade vous avez l'occasion de quitter l'Eixample pour vous rendre dans les quartiers périphériques de Barcelone et surtout si, en franchissant les limites de la ville de Barcelone proprement dite, vous pénétrez dans les faubourgs de la ceinture industrielle, vous aurez un aperçu du troisième demi-cercle, conséquence de l'expansion industrielle accélérée et incontrôlée qui eut lieu pendant les années 1960. Ce processus provoqua l'installation à Barcelone d'importants contingents de travailleurs immigrés, originaires pour la plupart du sud de l'Espagne, qui constituèrent un nouveau prolétariat industriel. Bien peu de villes ont connu une croissance démographique aussi forte et aussi rapide que Barcelone et d'autres villes industrielles catalanes, notamment pendant la décennie des années 60. Ce phénomène se produisit, de surcroît, pendant une période de dictature, de telle sorte que les personnes les plus directement affectées n'eurent aucune possibilité d'intervenir dans l'organisation de la vie sociale.

En vous parlant de ces trois demi-cercles j'ai voulu démontrer -en synthétisant et, comme je l'ai dit au début, en simplifiant peut-être un peu- que la structure urbaine de Barcelone est le reflet vivant de l'histoire de la ville et de celle de la Catalogne tout entière. La Catalogne est en premier lieu le souvenir de cette époque lointaine où elle était un pays indépendant. Comme dit l'historien Josep Termes: "La gestation de la Catalogne eut lieu pendant le haut moyen âge et le pays demeura, jusqu'à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, autrement dit, pendant près de sept cents ans, une entité nationale souveraine avec sa propre langue officielle, ses propres lois et ses propres organes de gouvernement et de représentation des différents états. Au cours des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles la Catalogne continua d'être un territoire à part avec une langue, un gouvernement et des lois à lui, mais soumis aux rois de la maison d'Autriche. Elle ne perdit ses institutions de gouvernement, ses droits et privilèges qu'en 1716, à la suite d'une défaite aux mains des troupes franco-espagnoles de Philippe V de Bourbon lors de la Guerre de succession au trône de l'Espagne"

Mais la Catalogne est en même temps le fruit d'un passé plus récent, d'un passé dont les traits essentiels -esprit d'entreprise, souci de modernisation et capacité d'initiative- ont permis de réunir les conditions de prospérité requises pour assurer le développement de la société dans son ensemble et de la culture en particulier. Et finalement, la Catalogne est aussi un lieu de passage, un melting-pot où se sont fondus des gens provenant

des endroits les plus variés, un pays qui s'obstine à affirmer sa volonté d'être en tant que peuple en invoquant, paradoxalement, cette même diversité d'origines. Comme disent les sociologues Salvador Giner et Jordi Estivill: "Les processus historiques qui ont le plus marqué la société catalane actuelle peuvent se résumer ainsi: un passé féodal très riche; une révolution bourgeoise bien particulière; une subordination presque continue à des structures politiques plus vastes; un haut niveau de conscience nationale; une culture distinctive, enfin, fondée non seulement sur une langue, une littérature et des arts bien à elle, mais aussi sur des institutions et des pratiques politiques, sur un système juridique et une qualité de vie civile, sur une ouverture presque constante aux influences apportées par l'immigration et par les idées en provenance de l'étranger".

Et la Catalogne d'aujourd'hui, comment est-elle exactement? Située au nord-est de la péninsule ibérique entre les Pyrénées et la Méditerranée, elle occupe une superficie de près de 32.000 Km<sup>2</sup> et sa population dépasse 6 millions d'habitants. Autrement dit, par ses dimensions elle est un peu plus grande que la Belgique et un peu plus petite que les Pays Bas alors qu'en termes de population elle compte à peu près le même nombre d'habitants que le Danemark ou l'Ecosse. Par rapport à l'Espagne, si la Catalogne occupe à peine 6% du territoire, elle représente un peu plus de 15% de la population et l'Espagne est redevable aux impôts et taxes versés par les Catalans pour un peu plus de 20% de son budget annuel. Signalons aussi qu'environ 20% des exportations espagnoles vers le Marché Commun sont produites en Catalogne. A partir de ces premières données de bases vous pourrez vous faire une idée approximative du poids de la Catalogne au sein de l'Espagne.

Un deuxième facteur que j'aimerais souligner est le phénomène que j'ai déjà évoqué il y a un moment: la croissance de la Catalogne à certaines périodes bien précises. Les démographes signalent qu'entre 1950 et 1975 l'accroissement de la population a été plus fort en Catalogne que dans n'importe quel autre pays d'Europe. Pendant ces années, en effet, le nombre d'habitants augmente à raison de 75%. Dans d'autres pays européens qui connaissent, pendant cette même période, une croissance démographique particulièrement prononcée, le taux d'augmentation n'atteint même pas la moitié de ce chiffre. C'est le cas, par exemple, des Pays Bas et de la Suisse, qui enregistrent une hausse de 36%

En ce qui concerne l'économie, la structure occupationnelle de la Catalogne reflète clairement le fait que chez nous l'industrialisation

fut plus précoce que chez la majorité des autres peuples d'Espagne. Par conséquent, le pourcentage de la population qui travaille dans l'industrie a toujours été élevé, jusqu'à ces dernières années, du moins, où il a quelque peu baissé en raison de l'accroissement du secteur tertiaire, évolution bien caractéristique, par ailleurs, des pays développés. A l'heure actuelle, environ 6% de la population active se consacrent à l'agriculture, 37,5% à l'industrie, 8% à la construction et approximativement 47,5% aux services.

Il faut également signaler à ce propos deux facteurs qui vont au delà de cette distribution occupationnelle: l'importance fondamentale de la petite et moyenne bourgeoisie dans les structures sociales catalanes et leur importance relative au sein des classes moyennes de l'ensemble de l'Espagne. Contrairement à certaines prévisions selon lesquelles le développement du capitalisme devait s'accompagner de la disparition progressive des classes moyennes et de la petite bourgeoisie, celles-ci ont tellement augmenté leurs effectifs en Catalogne qu'elles ont fini par constituer le groupe social le plus nombreux et en même temps le plus visible, en termes de l'influence qu'il exerce sur le style de vie, les mentalités, etc. Ce qui a certainement évolué, par contre, c'est la composition de ce que l'on appelle les classes moyennes, terme imprécis, par ailleurs, et quelquefois difficile à cerner. A l'ancienne classe moyenne, formée traditionnellement par la petite bourgeoisie, les artisans, les petits commerçants et les professions libérales indépendantes, s'est ajoutée une nouvelle classe moyenne, fondamentalement urbaine et constituée par les deux groupes qui montent dans la société moderne: d'une part les fonctionnaires et d'autre part les techniciens et les cadres supérieurs des entreprises et services des secteurs public et privé.

Par rapport au reste de l'Espagne, donc, la Catalogne présente une pyramide de stratification sociale plus "aplatie", dépourvue de différences sociales très accentuées, même si ces derniers temps les répercussions de la crise économique et du chômage ont été sévères. Aujourd'hui la société se trouve divisée fondamentalement entre ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas. Selon les données de 1983, le taux de chômage parmi la population active atteint près de 22%. Il faudrait, bien sûr, apporter à ce chiffre certaines corrections pour tenir compte de l'énorme importance en Catalogne de l'économie souterraine, mais il n'en demeure pas moins que notre pays, étant l'une des zones les plus industrialisées d'Europe, a été profondément ébranlée par la crise économique et accuse, par consé-

quent, un taux de chômage qui dépasse la moyenne pour l'Espagne. En ce qui concerne ce phénomène du chômage, je voudrais apporter encore deux précisions: d'une part les sans-emploi comprennent 48% de jeunes de moins de 25 ans, et d'autre part plus de 2% d'entre eux sont des diplômés de l'enseignement supérieur.

L'emploi est donc l'un des problèmes auxquels la société catalane doit faire face en essayant tout particulièrement de trouver un moyen pour que les nouvelles générations puissent s'intégrer aux projets collectifs que le pays se propose de réaliser. Le découragement, le désenchantement que ressentent les jeunes devant une société qui est incapable de fournir un emploi aux nouvelles promotions de travailleurs est l'une des causes de déracinement et, dans les cas extrêmes, de certaines formes de comportement anti-social que l'on relève parmi la jeunesse actuelle.

Afin de compléter cette esquisse rapide et préliminaire des caractéristiques de la société catalane, je voudrais évoquer un dernier phénomène: la moitié de la population actuelle de la Catalogne vit à Barcelone et dans la zone métropolitaine, ce qui en fait l'une des agglomérations urbaines les plus importantes d'Europe. Cette concentration est due fondamentalement à la croissance démographique des années 60 à laquelle j'ai déjà fait allusion.

Si l'une des caractéristiques principales de la stratification sociale catalane est la prépondérance des classes moyennes, un autre aspect qui différencie la Catalogne du reste de l'Espagne est l'importance de son réseau d'associations et de ce qui, dernièrement, en ressuscitant un vieux concepte, on a recommencé à appeler la "société civile". La Catalogne est un véritable lacs de relations sociales, grâce surtout à la création spontanée d'associations et d'organismes de tous genres qui donnent cohésion au pays. Elle était devenue aussi, plus particulièrement pendant les quarante années de la dictature du général Franco, une société qui vivait en tournant le dos à l'administration publique. Cette méfiance envers l'administration publique, qui amène les Catalans à considérer celle-ci comme un corps étranger et à douter à la fois de son efficacité et de son caractère de service aux citoyens, est un trait peut-être encore plus ancien. Les Catalans ont toujours manifesté une attitude collective qui consiste à ne rien attendre des autres, à dénoncer la spoliation des ressources de la Catalogne par le gouvernement central, et à ne compter que sur leurs propres efforts pour obtenir ce dont ils ont besoin. Cette tournure d'esprit, qui a été

un élément distinctif de la personnalité collective catalane, a amené certains auteurs, peut-être avec une certaine exagération, à définir la Catalogne comme une société civile sans état, par opposition à Madrid -considéré par beaucoup comme l'archétype de l'Espagne- qui serait un état sans société civile.

Il faut dire que cette attitude envers l'administration publique a changé dernièrement avec l'avènement de la démocratie et le rétablissement des institutions publiques catalanes, le gouvernement autonome -la Generalitat- et les conseils municipaux démocratiquement élus. Certains estiment, cependant, que la récupération de son propre gouvernement a entraîné la perte du dynamisme et de la vigueur dont la société civile catalane a traditionnellement fait preuve. Il s'agit en réalité d'une question difficile à trancher et d'un équilibre difficile à trouver. D'un côté la récupération de nos institutions démocratiques et autonomes a permis au peuple catalan d'atteindre la maturité politique nécessaire pour participer à l'élection, et pour intervenir dans le contrôle, de ceux qui doivent le représenter sur le plan politique. En revanche la création de l'administration publique catalane risque d'affaiblir cette conscience traditionnelle que nous venons d'évoquer selon laquelle le peuple et la société civile sont les principaux acteurs du changement et du progrès et qu'il ne faut pas renoncer aux initiatives indépendantes en laissant aux autorités publiques -même celles de notre propre gouvernement autonome qui sont plus proches de nous- le soin de résoudre la majorité des problèmes qui affectent les citoyens.

Ce phénomène a actuellement des implications particulièrement importantes à cause de la crise économique. Au moment où les emplois dans le secteur privé sont menacés, l'accès à un poste dans l'administration publique exerce une certaine attraction car chacun sait que l'état ne fait jamais faillite et que par conséquent c'est le fonctionnaire qui a la meilleure sécurité d'emploi. D'où le fait que le nombre des fonctionnaires est en hausse, pas seulement ailleurs en Espagne, où cela constitue une tradition, mais, depuis la création du gouvernement autonome et des conseils municipaux démocratiques, même en Catalogne. Cette tendance a d'autant plus d'importance que les forces sociales qui seraient en mesure de la contrecarrer maintiennent une position ambiguë. Les syndicats espagnols, par exemple, sont arrivés à accepter la nécessité de diminuer le nombre d'emplois permanents dans l'entreprise privée au nom du besoin d'augmenter la productivité moyennant l'adoption, par exemple, de nouvelles technologies. Ils justifient cette



décision par l'espoir d'empêcher ainsi les entreprises de déposer leur bilan et d'encourager la création de nouvelles entreprises qui provoquerait, à la longue, la création de nouveaux emplois. Les syndicats ne sont pas disposés, par contre, à appliquer cette rationalisation du système de production à la fonction publique. Aussi la réduction du nombre de fonctionnaires, au nom d'une rentabilité sociale plus élevée et d'une diminution des coûts du secteur public qui augmenterait l'efficacité du travail de l'administration, est-elle rejetée par les syndicats qui considèrent -d'ailleurs avec une certaine logique- que l'état est immortel. Parmi les défis, donc, que doit relever la société catalane actuelle, figure la nécessité de trouver un équilibre entre ces deux tendances: le renforcement, d'une part, d'une société civile traditionnellement entreprenante qui a été la garantie du progrès et de l'avenir du pays, et la création, d'autre part, d'une fonction publique catalane efficace, capable de se débarrasser des défauts de l'administration antérieure et de maintenir avec le public des liens de collaboration suffisamment étroits pour permettre à celui-ci d'exercer le contrôle démocratique nécessaire.

Tout en poursuivant ce rapide survol de la société catalane, j'essaierai maintenant de décrire un aspect de la vie sociale qui est bien difficile à mesurer: la culture politique. D'importantes traditions politiques et syndicales furent brutalement interrompues par les quarante ans du régime de Franco. La récupération de ces traditions et la création de nouveaux courants conformes aux besoins de l'époque actuelle ont exigé de la Catalogne, et de l'ensemble de l'Espagne, un effort considérable. Sous la dictature les Catalans avaient dû mettre la main à la pâte dans le domaine de la culture comme dans celui des associations et des organisations politiques. En ce qui concerne la vie culturelle, on disait déjà du temps de Franco, mais aussi pendant la première phase de la transition à la démocratie, que la Catalogne avait été obligée de développer une culture "à péage". Autrement dit, en plus des contributions qu'elle versait au budget culturel de l'état, la Catalogne devait subventionner et financer, à titre particulier, sa propre culture. D'autre part, la situation existante sous Franco obligea beaucoup d'organismes à poursuivre des objectifs et à jouer un rôle dans la société catalane qui allait au delà des attributions qui -juridiquement et en toute logique- aurait dû leur revenir. Ainsi, beaucoup d'organismes privés durent tenter de pallier aux carences de l'état. Dans la conscience collective des Catalans il devint un fait acquis que de

nombreux organismes et institutions, très éloignés, théoriquement, de l'activité politique, exerçaient de fait d'autres fonctions: que l'abbaye bénédictine de Montserrat, par exemple, était "plus qu'une abbaye", les clubs de randonnée pédestre "plus que des clubs" et même l'équipe de football de Barcelone "plus qu'une équipe". En effet, l'appui manifesté à l'endroit de l'équipe de football permettait de canaliser et d'exprimer par la voie du sport et du spectacle certaines frustrations collectives, et de la même façon, dans le domaine de la culture et de certaines libertés fondamentales comme le droit d'assemblée, qui ne peuvent s'exercer de façon normale sous une dictature, l'abbaye de Montserrat jouait un rôle qui n'aurait dû pas lui appartenir normalement. Maintenant qu'il existe des voies politiques normales, comme dans toutes les sociétés démocratiques, chaque organisme a dû réintégrer les fonctions qui sont les siennes, ce qui a représenté pour les Catalans un effort supplémentaire à fournir pendant les années de transition à la démocratie.

D'autres problèmes de caractère plus général restent à résoudre, entre eux l'articulation de la Catalogne proprement dite avec les peuples voisins qui forment avec elle une seule communauté linguistique et culturelle. L'actuel système juridique espagnol ne prévoit pas cette possibilité mais la Catalogne, le Pays Valencien et les Iles Baléares attendent qu'il se présente l'occasion d'établir entre elles des rapports qui dépendent exclusivement de leur propre volonté, de manière à mettre en valeur leur potentiel commun.

Sans quitter le thème de la culture politique évoqué il y a un instant, je voudrais préciser aussi que la Catalogne a dû mettre à jour le cadre de référence qui servait, sous la dictature, à la formation politique des jeunes. Sous le régime de Franco, le recours à l'histoire jouait un rôle fondamental dans la formation politique -en dehors évidemment des programmes d'enseignement officiels. L'histoire du XX<sup>e</sup> siècle, et plus particulièrement celle de la période de 1931 à 1939 qui correspond à la deuxième République espagnole et à la Guerre Civile, était le point de référence indispensable dans la formation politique des jeunes générations. D'autres sources comprenaient l'étude des mécanismes des sociétés démocratiques et l'appartenance à des associations et organismes légaux ou clandestins qui fournissait une expérience pratique directe et une formation idéologique en prévision du jour où la dictature disparaîtrait.

Malgré tout cela, selon plusieurs indices, le niveau actuel de culture politique serait plutôt bas. Sans oublier qu'il faut interpréter avec prudence les données sur la syndicalisation, on pourrait citer à ce propos des études récentes qui révèlent que le taux de syndicalisation en Espagne est l'un des plus bas d'Europe. Les chiffres sont inférieurs, pour le moment, à ceux de la France et du Portugal, pays où entre 15 et 30% de la population active appartiennent à un syndicat. Mais ce qui est inquiétant, ce n'est pas seulement le nombre peu élevé de travailleurs syndiqués, car il est évident que les chiffres varient selon les fonctions que les syndicats arrivent à exercer dans les différents pays. Dans les pays où, par exemple, les syndicats administrent les fonds gouvernementaux destinés aux allocations de chômage, où dans d'autres, comme l'Angleterre, où les employeurs ne peuvent embaucher que des membres du syndicat, il y a beaucoup plus de travailleurs syndiqués que dans les pays où ces facteurs, qui augmentent grandement la force des organisations ouvrières, n'existent pas. Le plus inquiétant, donc, ce ne sont pas seulement les effectifs mais le fait que, depuis cinq ans, le pourcentage de travailleurs syndiqués est en diminution constante, cela dans presque tous les syndicats, en commençant par les deux grands -Comisiones Obreras et l'U.G.T. Un seul syndicat -le Syndicat de travailleurs basques, d'orientation nationaliste basque- a maintenu, et a même augmenté un peu ses effectifs. Il existe, bien entendu, plusieurs facteurs capables d'expliquer cette réduction du pourcentage de travailleurs syndiqués. Une théorie, et pas la moins convainquante, est celle qui situe la crise des syndicats espagnols dans le cadre de la crise du mouvement syndical dans son ensemble et dans celui des changements profonds qui affectent aujourd'hui les structures de production du monde occidental.

Si nous considérons maintenant un autre indicateur possible du niveau de culture politique, il est important de constater que les partis politiques partout en Espagne, et aussi en Catalogne, comptent peu d'adhérents. A titre d'exemple, signalons que tous les partis politiques d'Espagne réunis ont moins de membres que le Parti communiste italien à lui seul. En Catalogne le parti qui possède les structures d'organisation les plus développées et qui compte le plus de membres est le parti nationaliste catalan, Convergència Democràtica de Catalunya, avec environ 25.000, suivi du Parti des socialistes catalans qui atteint à peu près la moitié de ce chiffre. Il faut préciser aussi que, dans un cas comme dans l'autre, moins de 40% peuvent se considérer des militants vraiment actifs.

Je voudrais faire une observation globale sur la situation que révèlent ces indices. Pour le citoyen moyen, l'arrivée de la démocratie représenta un changement si important que tous les espoirs, en termes de la transformation des habitudes de la vie collectives, étaient permis. Une telle attitude, qui consiste à attendre des solutions miraculeuses à des problèmes difficiles à surmonter, correspond souvent à un certain manque de maturité politique. Malheureusement le retour de la démocratie a coïncidé avec une profonde crise économique. Ce décalage entre les attentes de la population et les résultats concrets pourrait être l'un des facteurs qui expliquent le désenchantement que ressent la société actuelle. Car il faut rappeler aussi que la démocratie fut rétablie en Catalogne et dans l'ensemble de l'Espagne au moment même où les mécanismes de fonctionnement des démocraties européennes commençaient à accuser une certaine usure. La crise syndicale, par exemple, comme je viens de le signaler, même si à certains égards elle est spécifique à notre pays, fait partie à beaucoup d'autres points de vue de la crise générale qui affecte le mouvement ouvrier de toute l'Europe. Les nouvelles exigences des systèmes de production, provoquées par l'arrivée subite de nouvelles technologies; les changements de structure que ces innovations impliquent; le nouveau rôle que les syndicats seront vraisemblablement appelés à jouer dans une société où les structures occupationnelles seront sensiblement différentes de celles considérées normales au moment de l'apparition du mouvement ouvrier et du syndicalisme lui-même; la crise économique et les attitudes individualistes qui laissent très peu de marge de manoeuvre aux stratégies syndicales; le fait que les syndicats eux-mêmes se montrent peu capables de s'adapter aux changements rapides qui bouleversent la société: tous ces facteurs sont en partie spécifiques à chaque pays, mais ils ont aussi une dimension internationale. Dans notre cas, ils pourraient expliquer aussi les énormes difficultés que nous avons éprouvées, et que nous éprouvons encore, à récupérer un minimum de culture politique dans une période de changements profonds.

Un autre indicateur qui permet de mesurer le niveau de culture politique est le comportement électoral. A ce propos, il faut dire que les appréhensions que beaucoup de personnes ressentaient avant les premières élections démocratiques de juin 1977 s'évanouirent devant un tableau de résultats qui surprenait par son aspect absolument normal. On avait craint que l'inexpérience électoral des Espagnols ne se manifeste par un comportement électoral différent de celui des sociétés où le système électoral a des racines

beaucoup plus profondes. En réalité le taux de participation à ce premier scrutin atteint un niveau comparable à celui d'autres pays européens: près de 80%. Un deuxième signe de normalité fut la répartition des voix entre le centre-droite et le centre-gauche, tendances représentées à l'époque par les partis U.C.D. et P.S.O.E. respectivement, qui recueillirent à eux seuls plus de 60% des suffrages. Ces résultats confirmèrent l'hypothèse, encore peu sûre avant les élections, selon laquelle le peuple dans son ensemble présenterait un comportement électoral modéré. L'exactitude d'une troisième hypothèse fut également démontrée par un autre aspect des résultats: l'appui considérable accordé aux revendications nationales en Catalogne et au Pays Basque, ce malgré le fait que le système des organisations et des partis politiques était différent dans les deux pays.

Telles furent les tendances qui se dégagèrent des élections de 1977. Au début de 1986, après la célébration de plusieurs scrutins à des niveaux de représentation différents -élections aux Cortes de Madrid, élections municipales, élections au parlement catalan- on constate que les chiffres de 1977 ont subi quelques changements qui mériteraient des explications. La première observation à faire concerne les différences de comportement électoral relevées à l'occasion des différents types d'élection. Dans l'ensemble les électeurs ont démontré que l'on ne doit pas nécessairement s'attendre à ce que les élections générales aux Cortes donnent les mêmes résultats que les élections municipales, phénomène auquel on assiste également dans d'autres pays européens. Une autre variante, qui est peut-être plus spécifique au cas espagnol à cause de l'existence au sein de l'Espagne de plusieurs nations, est introduite par les résultats des élections aux parlements des différentes communautés autonomes (la Catalogne, le Pays Basque, et ainsi de suite). Le taux de participation varie également selon le type d'élection. Jusqu'à maintenant les élections générales aux Cortes ont suscité le niveau de participation le plus élevé, suivies des élections célébrées dans les communautés autonomes, et les élections municipales.

Indépendamment de ces différences selon le type d'élection, le taux d'abstention habituel et constant est plus élevé en Espagne que dans d'autres pays où les traditions démocratiques sont plus solidement implantées. On a pu constater que les électeurs habituels représentent 56% de l'électorat espagnol contre 72% de l'électorat britannique, par exemple. Les études

sur l'abstentionnisme permettent de dégager le profil de l'abstentionniste type. Les jeunes, les femmes et ceux qui occupent des emplois peu qualifiés ont davantage l'habitude de s'abstenir. Il faut cependant apporter quelques nuances à ces constatations, par exemple dans le cas des maîtresses de maison qui, contrairement à ce que l'on dit souvent, votent plus que les femmes qui travaillent en dehors du foyer. Celles-ci font preuve d'une apathie plus marquée, ce qui semble aller à l'encontre de l'idée que le simple fait de s'intégrer au monde du travail augmente le niveau de participation des femmes dans tous les domaines.

Un troisième commentaire concerne les élections célébrées dans les communautés autonomes en général et le comportement électoral observé dans certaines communautés spécifiques. Permettez-moi ici de faire une observation. Déjà le 15 juin 1977, lors des premières élections démocratiques, les revendications nationales catalanes figuraient au programme électoral de tous les partis qui remportèrent des sièges en Catalogne. La droite centraliste, composée d'anciens partisans de Franco, et l'extrême gauche, furent pratiquement balayés de la scène politique à la suite de ce premier scrutin, alors que les partis politiques élus par le peuple catalan au parlement espagnol -aussi bien ceux de la gauche que ceux du centre et du centre-droite- défendaient tous, évidemment sous une forme légèrement différente, le droit de la Catalogne à l'autonomie politique. C'est sur la base de ce premier vote qu'en 1978 le texte du Statut d'autonomie de la Catalogne fut présenté aux Cortes et approuvé. L'étendue du soutien populaire aux droits nationaux catalans fut démontrée aussi lors de la manifestation organisée le 11 septembre 1977, à l'occasion de la fête nationale catalane, qui réunit plus d'un million de personnes dans les rues de Barcelone.

Depuis ces premières élections, cependant, le comportement politique des Catalans s'est diversifié très nettement. Alors que le Parti des socialistes catalans est sorti gagnant dans toutes les élections au parlement de Madrid, le parti nationaliste catalan, *Convergència Democràtica de Catalunya*, en coalition avec *Unió Democràtica de Catalunya*, a remporté la majorité des sièges dans les deux élections au parlement catalan célébrées jusqu'à maintenant. Lors du dernier scrutin, en 1984, la coalition nationaliste gagna une majorité absolue des sièges, ce qui renforça la position du gouvernement créé en 1980 sous la présidence de Jordi Pujol. Il faut préciser que la gauche, et surtout le parti socialiste, en raison de ses liens avec

des partis qui couvrent l'ensemble de l'Espagne, a été perçue par la majorité des votants comme de moins en moins nationaliste, alors que *Convergència Democràtica de Catalunya* et la coalition *Convergència i Unió* sont devenues, aux yeux des électeurs, les défenseurs clairs et exclusifs des revendications nationales catalanes.

La situation politique actuelle, par conséquent, est la suivante. Aux Cortes de Madrid l'électorat catalan est principalement représenté par le Parti des socialistes catalans, affilié au Parti socialiste ouvrier espagnol qui détient la majorité des sièges dans toute l'Espagne. Le gouvernement autonome catalan, par contre -la *Generalitat*- est sous le contrôle de la coalition nationaliste *Convergència i Unió* et présidé par Jordi Pujol. Et finalement, à la mairie de Barcelone il y a une majorité socialiste menée par le maire, Pasqual Maragall.

Il faut remarquer, de toute façon, que lorsqu'on étudie le panorama politique de l'Espagne, deux zones se différencient clairement du reste en termes de comportement politique: le Pays Basque et la Catalogne. Dans les deux cas il existe un parti nationaliste qui a gangé les élections au parlement correspondant, et dans les deux cas le poids de la droite conservatrice est moindre qu'ailleurs.

La dernière observation que je voudrais faire en matière de comportement politique en Catalogne concerne l'affaiblissement progressif du Parti communiste catalan -le Parti socialiste unifié de Catalogne. Celui-ci gagna un pourcentage considérable des voix et des sièges lors des premières élections de 1977, mais sa force a diminué progressivement et il se trouve maintenant plongé dans une crise profonde qui a contribué à attirer une partie encore plus considérable de l'électorat de gauche vers le parti socialiste.

En résumant donc, et avec toute la prudence qui s'impose lorsqu'il s'agit de comportement électoral et des possibles fluctuations futures, on peut dire qu'en ce moment les préférences des Catalans en utilisant une terminologie conventionnelle se répartissent fondamentalement entre le centre-droite nationaliste et le centre-gauche socialiste, la composante nationaliste du vote étant prédominante dans les élections du parlement catalan, alors que la composante socialiste prend le dessus dans les élections au parlement de Madrid. Ces deux choix confirment donc l'existence de tendances modérées chez la majorité de l'électorat catalan et le fait le plus remarquable est peut-être que, dans un cas comme dans l'autre, les revendications nationales catalanes, exprimées bien entendu avec des nuances

différentes, continuent d'être l'un des éléments clef des attitudes politiques des Catalans.

Il faut souligner en effet que l'autonomie politique de la Catalogne demeure un projet inachevé, cela malgré les bases institutionnelles qui existent -malgré la reconnaissance du statut d'autonomie et malgré les dispositions de la constitution espagnole en matière de décentralisation, puisque celles-ci se prêtent, comme vous le savez, à des interprétations différentes. Tant que les institutions catalanes n'auront pas pu assumer l'ensemble des compétences qui leur appartiennent, tant qu'elles ne disposeront pas des moyens financiers pour les rendre effectives et tant que le gouvernement central se montrera réticent à transformer l'Espagne en "état des autonomies", tel que le prévoit la constitution, la Catalogne, politiquement parlant, restera un projet d'avenir.

Je voudrais consacrer la troisième partie de cet exposé à la perception qu'ont les Catalans en ce moment de l'Europe et je voudrais aussi, au risque de paraître prétentieux, faire état de la contribution que la Catalogne peut faire à l'unité européenne. L'Europe a toujours été présente dans les attitudes et la mentalité du peuple catalan, entre autres raisons à cause de notre situation géographique et de tout notre passé. Il n'est pas nécessaire, pour le démontrer, de remonter à des époques lointaines, aux liens qui unissaient la Catalogne au reste de l'Europe il y a mille ans. Beaucoup plus récemment, alors que nous étions sous le joug de la dictature franquiste, l'Europe était notre point de référence, une fenêtre ouverte par où entraient le vent de la liberté. Tous les catalans, ont toujours aspiré à faire partie intégrante de l'Europe afin de participer à l'élaboration et à la construction d'une société moderne et de contribuer à l'enrichissement de la culture européenne.

Ces aspirations, qui sont enracinées, en quelque sorte, dans notre manière d'être, ne nous ont pas caché les difficultés qui existent ni le manque d'envergure qui souvent a caractérisé, au cours des dernières années, les réalisations d'une Europe dont la force a été minée par les conséquences de deux guerres mondiales. Les Catalans sont bien conscients de la faiblesse de l'Europe face aux deux grandes puissances, à l'est et à l'ouest, qui se disputent la suprématie du pouvoir dans le monde et cela nous amène parfois à envisager l'avenir de l'Europe avec un certain pessimisme.



Et encore faut-il distinguer entre différentes conceptions de l'Europe. Les militaires voient en notre continent un champ de bataille dans le cadre d'une possible troisième Guerre Mondiale déclenchée par la stratégie de confrontation menée par les deux grandes puissances, guerre dont nous espérons tous qu'elle n'aura jamais lieu. Pour certains hommes d'affaires, en revanche, les autres pays européens ne sont qu'un simple élargissement possible de leur propre marché. Ni l'Europe des militaires, cependant, ni celle des hommes d'affaires n'éveille l'enthousiasme nécessaire pour rallier les sociétés autour d'un projet unitaire.

Bien sûr, l'intégration économique, l'unification des marchés, est une étape sur le chemin qui conduit vers une intégration plus large. Et la Catalogne a une longue expérience d'échanges économiques avec les autres pays européens. Je n'essaierai pas ici d'en dresser le bilan, car ce n'est pas là le sujet de mon exposé. Je me contenterai d'indiquer, à titre d'exemple, que la présence des multinationales européennes en Catalogne a été relativement importante, et continue de l'être. Ainsi que Francesc Cabana l'a signalé dans un livre récent, parmi les 31 principales multinationales dont les opérations en Espagne sont contrôlées à partir d'un siège situé en Catalogne, 20 sont européennes (6 entreprises allemandes, 5 italiennes, 3 suisses, 2 hollandaises, 2 britanniques, 1 belge et 1 française).

Dans le domaine des relations économiques européennes, cependant, on a pu constater récemment jusqu'à quel point les intérêts égoïstes des états l'emportent sur la volonté de construire une Europe unie. Ce fait nous semble particulièrement significatif, à nous autres Catalans, car nos propres revendications nationales ont parfois été critiquées et interprétées comme un manque de solidarité ou comme un refus de créer des unités plus vastes. Mais je reviendrai à ce sujet plus tard. Le fait est que très souvent la foi en l'avenir de l'Europe a été sacrifiée à un soi-disant réalisme. Toujours sur le plan économique, il est tout à fait évident que, dans un domaine aussi important que la technologie de pointe, l'Europe est en train de manquer le coche que conduisent à toute vitesse les Américains et les Japonais. Mais malgré tout cela, les Catalans sont encore assez naïfs pour croire en l'avenir de l'Europe. Devenus membres de plein droit d'une réalité dont nous rêvions depuis des années, nous sommes conscients de ses limites actuelles mais nous conservons la foi nécessaire pour donner au projet européen une impulsion, en rapport évidemment avec

nos possibilités, et pour lui insuffler un peu d'espérance et de fraîcheur. Nous croyons que, même si l'Europe a perdu le rôle de premier plan qu'elle jouait autrefois sur la scène politique et économique, elle ne saurait renoncer à faire valoir son influence indéniable dans la poursuite d'une société plus juste et plus humaine. Peut-être faudrait-il mettre l'héritage culturel européen au service de la construction de modèles de société où les aspects qualitatifs l'emporteraient sur les aspects purement quantitatifs, où les valeurs qui ont donné du prestige à la démocratie sociale et politique ne céderaient plus devant une concurrence et un individualisme de plus en plus sauvages, où les tendances vers l'uniformisation culturelle de l'humanité ne détruiraient plus la richesse qu'apportent la diversité et le dialogue entre cultures et traditions différentes.

Le fait de constituer ce que l'on peut appeler "le nord du sud", la partie la plus septentrionale de l'Europe méridionale, nous permet peut-être aussi de contribuer de façon décisive au difficile dialogue entre le nord et le sud de l'Europe, dont la nécessité s'est toujours fait sentir et sans lequel une véritable unité européenne ne sera jamais possible. En raison de cette situation géographique, qui nous rapproche des pays moins développés, il se peut que nous soyons aussi en mesure d'aider l'Europe à assumer le rôle qui lui revient dans la lutte contre le déséquilibre entre pays riches et pauvres, rôle qui pourrait exiger une remise en question du mode actuel de développement européen. Nous voulons contribuer au réajustement de ce mode de développement et il nous semble que dans l'élaboration d'un modèle inspiré davantage par la solidarité et la justice internationale, la présence et l'intervention des pays du sud peuvent être une garantie et un complément indispensable.

La Catalogne peut et veut contribuer à la réalisation d'un tel projet et elle pourra peut-être apporter une contribution particulièrement positive dans un domaine qui la touche de très près, un domaine qui concerne aussi, de manière légèrement différente, beaucoup d'autres peuples d'Europe. Je parle du rôle que doivent jouer les nations sans état, les cultures qui ne coïncident pas, géographiquement, avec les frontières des états européens actuels ni les régions économiques qui dépassent, de peu ou de beaucoup, ces mêmes frontières. La construction de l'Europe, en fin de compte, doit réduire le pouvoir des états actuels au profit d'unités plus grandes et plus petites. Je n'ignore pas que certains considèrent qu'au moment où

s'impose la création d'unités plus vastes, il semble anachronique que de petits pays qui ne constituent pas des états réclament le droit à l'autonomie et à l'autogouvernement. Selon ces personnes, cela ne fait que rendre encore plus difficile la construction de l'unité européenne. Mais devant cette objection je répondrais que, si l'on veut une Europe vraiment unie, l'Espagne est un bon exemple à tenir en compte. L'unité centraliste à laquelle l'Espagne a été soumise pendant tant d'années et que le régime de Franco imposa par des moyens violents ne servit qu'à augmenter la division et la rancune qui s'opposent à la réalisation d'une unité véritable. Depuis que les autonomies nationales et régionales ont obtenu une reconnaissance institutionnelle, on commence à faire de réels progrès vers la construction d'une Espagne vraiment unie et si cette unité laisse encore à désirer, c'est probablement parce que la restitution des pouvoirs aux différents peuples d'Espagne va à l'encontre de certains intérêts établis de longue date. Si l'on veut tirer profit de l'exemple de l'Espagne, peut-être faudrait-il se demander quel genre d'Europe on veut créer et éviter de choisir un modèle qui s'inspire exclusivement des frontières des états actuels, cela précisément pour que la solidarité nécessaire entre les peuples puisse reposer sur des bases plus solides. En Catalogne nous avons souvent vu des cas où le maintien du pouvoir entre des mains extérieures était justifié au nom de la solidarité. Il serait temps d'admettre une fois pour toutes qu'un peuple ne peut se montrer solidaire que s'il dispose de ses propres ressources, s'il a la possibilité, par conséquent, d'en céder une partie pour favoriser le développement d'autres peuples. Quant, au contraire, un peuple est privé de son bien avant de pouvoir en disposer, il s'agit d'un acte de pillage et non de solidarité.

Un dernier point que je voudrais évoquer en passant est le fait culturel en tant que facteur déterminant de la conscience collective catalane. Ce n'est pas à moi, en principe, de vous parler de la culture catalane, mais je voudrais simplement préciser que les Catalans réclament le droit à la différence afin de pouvoir mieux contribuer à la richesse de l'ensemble. Pour atteindre cet objectif, le réalisme exige qu'un meilleur équilibre soit établi au sein des nouveaux moyens de communication culturelle. Il est indispensable de contrecarrer l'homogénéisation culturelle que provoque l'existence de centres de diffusion d'une culture de masses dotés du pouvoir économique, technologique et politique nécessaire pour s'étendre et il

faut favoriser, bien au contraire, cette diversité indispensable des messages qui fait partie du patrimoine de l'humanité et qui a besoin d'un modèle de communications fondé sur le dialogue culturel. Nous autres Catalans sommes mieux placés que personne pour savoir que l'enrichissement des différentes formes d'expression culturelle exige ce que Josep Maria Castellet appelle les "emprunts culturels". Mais en même temps nous savons parfaitement distinguer entre la créativité bien spécifique qui peut être stimulée par les éléments empruntés à une autre culture, et la simple imitation uniformisante qui risque de provoquer la massification de l'expression culturelle.

Pour finir, je me permets de revenir à une observation que j'ai faite au début. La Catalogne et l'Europe sont deux réalités dont l'avenir est incertain mais qui ont une base suffisamment solide pour qu'on puisse envisager de mener à terme leur construction respective sans tomber dans l'utopie pure. Ce sont aussi deux projets pleins de promesses donc l'aboutissement dépend de la volonté collective. En définitive, ce sont deux objectifs qui ne constituent pas à proprement parler une fin en soi mais qui servent à améliorer les conditions de vie des citoyens en les conduisant vers des formes plus perfectionnées de participation et de communication, vers une meilleure satisfaction des besoins matériels et culturels, et vers une solidarité plus réelle et plus durable.

Jordi Porta

Paris, janvier 1986.